

Pédocriminalité: «Il y a une explosion du live-streaming de viols d'enfants, notamment aux Philippines»

INTERVIEW De plus en plus de pédophiles regardent des enfants à l'étranger être violés en direct sur Internet. Un phénomène sur lequel se penchent les autorités françaises

Propos recueillis par Thibaut Chevillard

- [Twitter](#)

Publié le 18/06/19 à 07h35 — Mis à jour le 18/06/19 à 18h57



Les pédophiles peuvent regarder un enfant se faire agresser en direct sur internet (illustration). — *Clément Follain / 20 Minutes*

- La France organise, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à vendredi, un séminaire à Singapour intitulé : « Lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs : de l'image numérique à l'enfant abusé ».
- Si les pédophiles du monde entier continuent de se rendre en Asie du Sud-Est pour abuser d'enfants, ils sont de plus en plus nombreux à regarder des victimes se faire violer en direct sur Internet.
- Un phénomène qui inquiète les policiers, comme l'explique à « 20 Minutes » le commissaire divisionnaire Yann Le Goff, attaché régional de sécurité intérieure dans la zone.

Pendant longtemps, les [pédophiles](#) du monde entier prenaient la direction de l'[Asie](#) du Sud-Est pour y perpétrer des agressions et crimes sexuels. Mais Internet a changé la donne. Plutôt que de risquer de se faire attraper dans un pays étranger, de plus en plus d'entre eux regardent sur leur ordinateur, grâce à des logiciels comme [Skype](#), des enfants être violés en direct. Protégés par un relatif anonymat, ils ne déboursent pour cela que quelques dizaines de dollars, qu'ils versent à des réseaux.

Le phénomène du « live-streaming » inquiète les autorités françaises, qui ont décidé d'organiser, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à vendredi à [Singapour](#), un séminaire sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Commissaire divisionnaire de la [police nationale](#), Yann Le Goff est l'un des quatre attachés régionaux de sécurité intérieure dans la zone – des policiers qui font le lien avec leurs homologues des pays dans lesquels ils travaillent. En poste depuis un an et demi, il explique à *20 Minutes* l'enjeu de ce

séminaire, qui réunira plus d'une centaine de spécialistes du sujet et des représentants de 24 pays.

Qu'appelle-t-on exploitation sexuelle des mineurs ?

Cette notion englobe plusieurs comportements. Il y a d'abord le tourisme sexuel. Il s'agit de personnes qui se rendent physiquement dans des pays comme la [Thaïlande](#), les [Philippines](#), afin de se livrer à des viols sur mineurs et des exactions sur les enfants. Il y a ensuite un autre phénomène en pleine émergence : le live-streaming. En effet, ces individus ont compris qu'il était aujourd'hui dangereux pour eux de voyager.

Ils vont donc commander sur Internet, par le biais de réseaux, d'intermédiaires, des viols d'enfants en direct. Les victimes, elles, se trouvent à l'étranger, dans des pays d'Asie du Sud-Est. Un rendez-vous est pris, un intermédiaire se trouve avec l'enfant et obéit à la personne derrière son écran. Un [viol](#) d'enfant entre 4 et 9 ans, ça coûte entre 30 et 100 dollars. Il y a une explosion de ce phénomène, notamment aux Philippines.

Cela veut-il dire qu'il y a de moins en moins de pédophiles qui se rendent en Asie du Sud-Est, et de plus en plus sur Internet ?

Les pédophiles se rendent effectivement compte qu'il y a de plus en plus d'interactions entre les forces de police spécialisées dans le monde. On observe pour autant qu'ils viennent toujours sur zone pour conjuguer le tourisme sexuel et la production d'image. [Le cas de Jean-Christophe Q.](#), qui a été très médiatisé, l'illustre. Ce professeur de français qui travaillait à Singapour [mis en examen en France début avril] allait en Thaïlande pour assouvir ses fantasmes et les filmer par la même occasion. Cette production permet aux réseaux de s'alimenter en images nouvelles. Derrière elles, ce sont autant d'enfants qui sont abusés. Les victimes sont de plus en plus jeunes. Parfois, elles ne sont âgées que de quelques mois. D'où la nécessité de s'attaquer à ce phénomène.

Pourquoi la France organise-t-elle ce séminaire ?

Cet événement va réunir 24 pays et une centaine de spécialistes du sujet. Ce sera l'occasion de discuter des nouvelles tendances, des possibilités de lutter contre ce phénomène, de renforcer notre réseau de contacts. Un volet, notamment, sera consacré à la lutte contre le financement.

Quand il s'agit de [trafic de stupéfiants](#), les montants sont très importants. Mais en matière d'exploitation sexuelle des mineurs, tout l'enjeu consiste à retracer des montants de quelques dizaines de dollars, d'être en mesure de repérer les utilisateurs, les facilitateurs, les villes de destination. C'est pour cela que nous avons besoin de nos partenaires américains, européens ou australiens... Il faut que la communauté internationale soit en mesure de se mobiliser autour de ce phénomène.

Justement, plusieurs organismes bancaires, comme MasterCard ou PayPal, seront représentés...

Ils sont très demandeurs. Western Union, par exemple, est engagé pour lutter contre le phénomène. En France, nous sommes aidés par Tracfin (organisme du ministère de l'Economie chargé de la lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme), qui a compris qu'il était important de s'intéresser à ce sujet. Tout comme son équivalent australien, Austrac, qui sera également présent au séminaire. Ses représentants expliqueront ce qu'ils font dans la zone car cette

agence, qui est très en avance, est en mesure d'aider les autres pays pour identifier les financements suspects.

Pourquoi une immense majorité des victimes se trouvent-elles dans cette partie du monde ?

Ce sont des pays ayant une population très importante et qui se trouvent en même temps dans une grande paupérisation. Il y a d'ailleurs 15 pays invités que la France aide lors de ce séminaire. Là-bas, 60 dollars peuvent permettre à des familles de vivre. Cela explique en partie pourquoi ce phénomène est possible. Les réseaux profitent des enfants des rues, des familles extrêmement pauvres. Ils font venir les victimes dans des appartements ayant une connexion à Internet et diffusent les images des viols en direct, par [Skype](#) généralement.

Des acteurs de l'Internet, comme Facebook, seront représentés au séminaire. Mais pas Skype.

Pourquoi ?

On a tout fait pour que Skype soit là, mais nous n'avons jamais eu de réponse. Ce qui est bien dommage, car Skype est l'un des vecteurs utilisés aujourd'hui par les pédophiles. Certaines entreprises, comme [Facebook](#), ont compris qu'elles étaient des partenaires pour les forces de sécurité intérieure de différents pays et n'ont aucun problème à mobiliser leurs spécialistes du sujet. C'est pourquoi je regrette que Skype n'ait pas répondu présent.

Quelle est la part de Français qui participent à cette exploitation sexuelle de mineurs ?

Il est très difficile de répondre à cette question en termes de volume. Les seuls révélateurs dont nous disposons sont les affaires traitées par l'OCRVP (Office central pour la répression des violences aux personnes), qui possède un groupe s'occupant des mineurs victimes. Il a une compétence pour enquêter sur tout ressortissant français qui aurait commis des méfaits et des exactions à l'étranger. Notre rôle, en tant qu'attachés de sécurité intérieure, c'est de porter à la connaissance des autorités françaises tous les faits dont on peut avoir connaissance par le biais de nos contacts locaux dans les forces de police.

L'intérêt d'ouvrir une enquête miroir en France, c'est que les suspects puissent être jugés en France si nécessaire. Cela a été utile dans l'affaire concernant Jean-Christophe Q., car il avait réussi à quitter le pays et à rejoindre la France. Il a pourtant été interpellé pour ces faits commis en dehors du territoire national. Les policiers de l'OCRVP obtiennent ainsi des informations lors des enquêtes qu'ils réalisent, par la communauté internationale de spécialistes ou par des [ONG](#), qui vont signaler aux autorités des faits dont elles ont connaissance. Ce qui est sûr, c'est que beaucoup de pays, et notamment la France, observent une augmentation exponentielle du nombre de cas traités.